

Christian SAUTTER

LE SALARIAT EST-IL DÉSUET ?

26 avril 2015

Dan Price et Alec Baldwin font l'actualité salariée. Vous connaissez peut-être celui-ci qui a joué dans des films récents de Woody Allen. Vous allez découvrir Dan Price, le fondateur d'une société de Seattle (USA) qui facilite les paiements à distance et qui porte le joli nom de « Gravity payments » (INNYT 210415)

Le jeune PDG de la côte Ouest, qui porte barbe et cheveux longs, s'est dit choqué des écarts de salaires entre les dirigeants et les salaires les plus modestes des entreprises américaines. Sur ce sujet, la talentueuse chroniqueuse des travers de Wall Street, Gretchen Morgenson, apporte des informations perturbantes (INNYT 150415). Imaginez que, dans la Mecque du capitalisme, la loi Dodd-Frank, votée en 2010 après la crise de 2008, a imposé aux sociétés de publier le rapport de la rémunération du PDG au salaire médian, celui qui partage la moitié des salariés qui gagnent plus et la moitié des salariés qui gagnent moins. Les géantes de Wall Street ont expliqué qu'une telle information est bien difficile à établir, ce qui rend ardu le calcul de ce « CEO pay ratio » ! La journaliste cite néanmoins une progression de ce ratio de 20 en 1965 (le PDG gagnait 20 fois le salaire médian de sa société) à 295,9 en 2013 (le PDG touche désormais près de 300 fois le salaire médian). Elle donne aussi quelques exemples remarquables : le patron de Walt Disney atteint l'Himalaya de 2 238. Le responsable de Microsoft, qui a gagné 84 millions de dollars en 2014 (76 M€) a la médaille d'argent avec un multiple de 2 012, bien que le salaire médian soit élevé à 41900 \$.

Revenons à notre jeune entrepreneur indigné. Il a tout simplement décidé que, désormais, tous les salariés de « Gravity payments » toucheraient la même somme : 70 000 \$ par an. Lui-même descendrait de son piédestal (bien raisonnable) à 1 million de dollars pour percevoir la même somme que le plus petit de ses employés. Ce salaire uniforme (de l'ordre de 63 000€ par an) est une jolie somme, puisqu'elle est très supérieure au salaire médian de Microsoft qui a la réputation de bien payer ses collaborateurs. Imaginez la tempête déclenchée par ce crime de lèse-capitalisme ! Un chroniqueur conservateur a qualifié cette décision aberrante de « socialisme chimiquement pur ». Un docte professeur dans une « business school » s'est ainsi lamenté : « Le plus triste est que M. Price pense probablement que des travailleurs plus heureux sont des travailleurs plus efficaces. Hélas, rien ne prouve que cela soit vrai ». On pourrait suggérer à cet universitaire distingué d'aller faire un tour dans les grandes usines japonaises où l'emploi à vie et le salaire à l'ancienneté ont longtemps dégagé de forts gains de productivité.

Dan Price ne se prétend pas révolutionnaire et se veut simplement un capitaliste d'avenir : il partage également la masse salariale sans entamer les profits nécessaires à la croissance rapide de sa société et n'exclut pas de gagner lui-même

davantage dans le futur si son pari réussit. Ce moderne émule de Robert Owen (1771-1858), entrepreneur britannique qui a fondé le socialisme utopique et jeté les bases du mouvement coopératif, réussira-t-il ? L'avenir nous le dira.

Intéressons-nous maintenant à Alec Baldwin, cet acteur célèbre bon chic-bon genre, qui a eu le tort de se plaindre sur Twitter des embouteillages causés à Manhattan par des salariés de McDonald's et des travailleurs sociaux revendiquant des hausses de salaires (INVT 220415). « La vie à New York est déjà assez dure sans que des congestions aux heures de pointe viennent encore la compliquer ». Une journaliste pétillante lui a répondu que la vie était plus dure pour Julia Andino, maman-solo employée chez McDonald's qui ne gagne que 8,75 \$ de l'heure (environ 8 €) et a du mal pour payer le loyer du petit logement qu'elle occupe avec son fils de trois ans. Une autre salariée de la même entreprise, avec trois garçons à charge, touche 9,19 \$ et boucle ses fins de mois grâce à l'assurance maladie publique (merci Obama) et aux « food stamps » (bons alimentaires mis en place par Roosevelt en 1939 et que touchent aujourd'hui 15% des Américains).

Alec Baldwin s'est hâté de dire qu'il comprenait que ces travailleurs pauvres réclament un salaire horaire minimal de 15 dollars de l'heure mais que, peut-être, pourraient-ils manifester à des moments moins gênants. La journaliste lui a répondu que des manifs à deux heures du matin seraient certainement moins efficaces et l'a félicité de n'avoir pour problèmes que des difficultés de circulation.

Un universitaire futé de Princeton apporte de l'eau au moulin des salariés de McDonald's (INVT 220415). Orley Ashenfelter calcule depuis quinze ans le pouvoir d'achat des salariés de cette entreprise en équivalents « Big Macs », aux Etats-Unis et dans les principaux pays du monde. Son constat est très simple : depuis dix ans, dans tous les pays développés, le pouvoir d'achat des salariés de cette entreprise a diminué alors qu'à l'évidence leur productivité a augmenté, sans qu'ils en touchent le moindre avantage. Ce n'est pas l'entreprise qui serait d'une dureté exceptionnelle mais le marché du travail qui se serait coupé en deux, aux USA mais aussi en Allemagne et ailleurs. La main-d'œuvre peu qualifiée, disons pour être plus juste peu diplômée, serait de plus en plus abondante pour venir travailler dans les services tels que la restauration rapide, la grande distribution, ou l'aide aux personnes âgées (« care »). Sous la pression revendicative, McDonald's vient cependant de majorer d'un dollar son salaire de base aux Etats-Unis.

Les Etats-Unis, un des pays les plus riches mais aussi l'un des plus inégalitaires du monde développé, se retrouvent dans la situation paradoxale où « le salaire ne suffit plus à payer les factures » de la famille. Dans un langage plus savant, on dirait que le salaire est descendu en dessous du « seuil de subsistance ». Face à ce problème qui menace aussi l'Europe, quatre solutions sont possibles.

Première solution : l'abolition du salariat. C'est la nouvelle mode qui nous vient d'outre-Atlantique. Adieu les contrats à durée indéterminée (CDI), adieu les contrats à durée déterminée (CDD). Désormais, on travaillera en toute liberté,

quand on veut, quand on peut. Allez sur le site de l'entreprise Uber : « Aucune contrainte ! Choisissez quand vous travaillez ! Travaillez à votre compte ! Commencez à Gagner de l'Argent (avec des majuscules à Gagner et à Argent !) ». Il suffit d'avoir 21 ans, un permis et une voiture personnelle pour conduire les clients proposés par le serveur. Je trouve vraiment plaisant de taquiner ainsi la corporation des taxis parisiens ; utile de fournir un revenu d'appoint à des personnes salariées qui jouent aux auto entrepreneurs durant leur temps libre ; mais dangereux d'en faire un système d'économie libertaire, dans lequel les travailleurs sans droits ni défense seraient à la merci de jeunes managers californiens empilant des fortunes sur le dos de personnes naïves et isolées.

Deuxième solution : la Sécurité sociale. Des revenus sociaux viennent compléter les revenus du travail : allocations familiales, prime d'emploi, assurance sante, etc. Mais l'on ne peut charger indéfiniment la barque des charges sociales qui pèsent sur les entreprises et les salariés, surtout dans des pays qui vieillissent, où les inactifs âgés demandent, eux aussi, une part croissante du revenu national.

Troisième solution : l'éducation. C'est le meilleur levier pour propulser les jeunes décrocheurs et les mamans isolées vers des emplois plus qualifiés et donc mieux rémunérés. Mais c'est un investissement à long terme, fort coûteux et qui contrarie la propension à concentrer l'effort de formation sur les élèves ou les adultes les plus doués. Il faut vision et courage politique pour une telle entreprise !

Quatrième solution : le salaire minimum. Cela a été le grand débat des récentes élections allemandes et la coalition Merkel-Gabriel, qui s'était engagée à créer un Smic à 8,50 €, a tenu sa promesse (curieux pays !) : il est en place depuis le 1^{er} janvier de cette année. Aux Etats-Unis le débat commence à s'échauffer dans la perspective des élections présidentielles de l'automne 2016. Les salariés, on l'a vu, réclament 15 \$ de l'heure. Le président Obama vient de relever le salaire minimum des contractuels fédéraux de 7,25 \$ à 10 \$.

En conclusion, le capitalisme est un système puissant, inégalitaire, qui a besoin de contre-pouvoirs et de règles imposées pour conserver un minimum de stabilité. Ces contre-pouvoirs résident et résideront pour longtemps encore dans la présence d'États forts qui imposent un salaire minimum dépassant le seuil vital de subsistance pour toutes les familles dont un membre travaille ; qui assurent un filet de sécurité pour ceux qui ne peuvent travailler. Contre-pouvoirs aussi, les syndicats organisant les travailleurs pour défendre leurs intérêts collectifs face à des employeurs, qui sont eux-mêmes soumis à une pression extrême du capitalisme financier pour dégager une rentabilité absurde.

Et s'il faut une pincée d'utopie, je préfère celle de Dan Price qui nivelle les salaires à celle de Uber qui les nie.